



Association Saint-François d'Assise

60 Rue Bertin  
CS 81010  
97404 Saint-Denis Cedex

Monsieur le Président,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint, notre rapport sur les comptes annuels et notre rapport sur les conventions règlementées à soumettre à l'approbation de votre Assemblée Générale.

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions de croire, Monsieur le Président, à nos sentiments les meilleurs.

A Saint-Denis, le 5 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes  
**CABINET OBJECTIF**



Patrice DALLEAU  
Gérant associé



**ASSOCIATION  
SAINT-FRANCOIS  
D'ASSISE**

\*\*\*\*\*

60, Rue Bertin  
CS 81010  
97404 Saint-Denis Cedex

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2023

---

**ASSOCIATION SAINT-FRANCOIS D'ASSISE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2023

Aux Membres,

---

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION SAINT-FRANCOIS D'ASSISE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

---

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

---

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes notamment pour ce qui concerne les produits d'exploitation.

Dans le cadre de notre mission, nous avons été amenés à contrôler la comptabilisation des opérations relatives aux recettes tarifées sur l'exercice. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la réalité et l'exhaustivité des opérations comptabilisées à ce titre dans les comptes de votre association.

Nous avons apprécié le caractère approprié des principes comptables suivis par votre association et des informations fournies dans l'annexe, notamment au regard des spécificités du plan comptable applicable aux associations du secteur médico-social.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en



---

France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Saint-Denis, le 5 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes

**CABINET OBJECTIF**



Patrice DALLEAU

Gérant associé

## Comptes annuels

## Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	2 305 476	1 852 863	452 613	524 814
Immobilisations corporelles				
<i>Terrains</i>	8 445 592	64 658	8 380 935	8 351 836
<i>Constructions</i>	102 200 169	52 406 978	49 793 191	51 984 338
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	8 039 588	7 180 182	859 406	738 966
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	7 724 699	7 041 777	682 922	903 329
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	3 988 283		3 988 283	2 961 962
<i>Avances et acomptes</i>	36 205		36 205	97 418
Immobilisations financières				
<i>Participations</i>	112 310		112 310	112 310
<i>Créances rattachées aux participations</i>	2 493 478		2 493 478	2 362 261
<i>Autres titres immobilisés</i>	5 315 788		5 315 788	5 255 961
<i>Prêts</i>	1 075 037		1 075 037	966 099
<i>Autres immobilisations financières</i>	21 141		21 141	20 029
<b>Total I</b>	<b>141 757 765</b>	<b>68 546 457</b>	<b>73 211 308</b>	<b>74 279 323</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
<i>Matières premières et autres approvisionnements</i>	293 898		293 898	388 220
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	161		161	
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	7 345 895	581 528	6 764 367	7 032 285
<i>Autres créances</i>	4 745 369		4 745 369	4 685 291
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>		9 300	-9 300	-13 422
<i>Disponibilités</i>	28 955 587		28 955 587	27 960 895
<i>Charges constatés d'avance</i>	379 196		379 196	61 532
<b>Total II</b>	<b>41 720 105</b>	<b>590 828</b>	<b>41 129 277</b>	<b>40 114 802</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>183 477 870</b>	<b>69 137 285</b>	<b>114 340 585</b>	<b>114 394 125</b>
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

## Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Première situation nette établie</i>	4 814 857	7 638 131
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
<i>Réserves des activités sociales et médico-sociales</i>	56 496 559	32 454 075
<i>Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales</i>	-3 390 207	14 719 613
<b>Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales</b>	<b>-170 997</b>	<b>-126 839</b>
<b>Excédent ou Déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</b>	<b>1 699 334</b>	<b>3 260 936</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>59 449 546</b>	<b>57 945 916</b>
Subventions d'investissement	5 264 851	5 294 256
Provisions réglementées	228 121	223 821
<b>Total I</b>	<b>64 942 518</b>	<b>63 463 993</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds dédiés	11 648 059	11 049 376
<b>Total II</b>	<b>11 648 059</b>	<b>11 049 376</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	950 882	79 709
Provisions pour charges	2 800 341	2 784 003
<b>Total III</b>	<b>3 751 223</b>	<b>2 863 711</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	20 852 690	22 786 771
Emprunts et dettes financières diverses	479 917	463 643
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	197 826	416 514
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 727 394	2 039 498
Dettes fiscales et sociales	6 436 433	5 965 432
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	206 332	445 794
Autres dettes	338 378	890 851
Produits constatés d'avance	2 759 814	4 008 543
<b>Total IV</b>	<b>33 998 785</b>	<b>37 017 045</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>114 340 585</b>	<b>114 394 125</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)	20 144 109	
Dont à moins d'un an (a)	13 656 850	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

## Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	195	165
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	3 159 599	2 794 883
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	52 794 018	51 480 586
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>	36 177	44 657
<i>Dont Dons manuels</i>	36 177	41 657
<i>Dont Mécénats</i>		3 000
<i>Contributions financières</i>		
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	1 067 985	2 634 841
Utilisation des fonds dédiés	2 783 205	2 786 248
Autres produits	1 548 124	6 440
<b>Total I</b>	<b>61 389 303</b>	<b>59 747 821</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes	12 461 168	11 159 628
Impôts, taxes et versements assimilés	1 628 137	1 565 616
Salaires et traitements	24 530 959	23 687 947
Charges sociales	10 500 224	10 498 721
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 197 181	4 361 973
Dotations aux provisions	1 207 936	271 061
Reports en fonds dédiés	3 378 388	3 020 954
Autres charges	1 539 883	1 893 287
<b>Total II</b>	<b>59 443 875</b>	<b>56 459 187</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>1 945 428</b>	<b>3 288 633</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	131 217	51 842
Autres intérêts et produits assimilés	81 378	58 445
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	9 027	31
<b>Total III</b>	<b>221 622</b>	<b>110 318</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	4 906	2 865
Intérêts et charges assimilées	929 074	585 399
<b>Total IV</b>	<b>933 979</b>	<b>588 264</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>-712 357</b>	<b>-477 946</b>

## Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>1 233 071</b>	<b>2 810 687</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	278	11 341
Sur opérations en capital	4 528	8 000
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	376 672	385 240
<b>Total V</b>	<b>381 478</b>	<b>404 581</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	12 724	26 258
Sur opérations en capital	193	12 424
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	4 300	
<b>Total VI</b>	<b>17 217</b>	<b>38 683</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>364 261</b>	<b>365 898</b>
<b>Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>	<b>68 995</b>	<b>42 489</b>
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>61 992 404</b>	<b>60 262 720</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>60 464 066</b>	<b>57 128 623</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>1 528 337</b>	<b>3 134 097</b>
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>1 699 334</i>	<i>3 260 936</i>

## Annexe

## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : SAINT FRANÇOIS D'ASSISE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 114 340 585 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 1 528 337 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

## Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

### PRESENTATION DE L'ENTITE - Article 431-2 du Règlement ANC 2018-06

L'Association Saint-François d'Assise (ASFA) est une association régie par la loi du 1er juillet 1901, créée le 6 juin 1918 sous l'égide de sa fondatrice, Mme Louise Joséphine SAMAT, née SELHAUSEN à Saint-Denis de La Réunion, dans le but de prendre en charge les plus démunis.

Aujourd'hui, l'ASFA, qui n'a cessé d'évoluer depuis sa création, a toujours son siège social à Saint Denis, au numéro 60 de la rue Bertin à Saint-Denis, et poursuit comme buts principaux, la prise en charge et l'accompagnement :

- des personnes âgées en difficultés et/ou dépendantes,
- des enfants et adolescents atteints de pathologies chroniques,
- des enfants, adolescents et adultes handicapés.

L'ASFA a pour missions de participer à l'évolution des prises en charge dans le cadre réglementaire s'appliquant à l'activité sanitaire, médico-sociale et sociale avec une cohérence de ses actions, mais s'engage également à créer et à développer toutes œuvres d'action ou d'intérêt sanitaire, social et médico-social. De l'œuvre d'une pionnière au grand cœur à une œuvre collective, l'ASFA a su évoluer, s'adapter au fil du temps, tout en préservant sa vocation et ses valeurs premières dans l'accompagnement des plus vulnérables pour s'articuler aujourd'hui autour de 4 pôles d'activités et un siège :

#### 1/ PÔLE SANITAIRE : L'Hôpital d'Enfants (88 places)

Seul établissement de soins de suite et de réadaptation pédiatrique de la Zone Océan Indien, l'Hôpital d'Enfants accueille, chaque jour, plus de 80 patients (enfants et adolescents de 0 à 18 ans) afin de favoriser leur retour à l'autonomie après une intervention chirurgicale, un accident de la vie ou dans la gestion d'une maladie chronique.

L'hôpital d'Enfants propose aussi bien une hospitalisation Complète pour les séjours de plus de 24h (27 lits), une hospitalisation de Jour pour les séjours sur une ou plusieurs demi-journées (50 places) et une Unité d'Obésité Infantile (12 places) avec pour objectif un accompagnement des patients et de leurs familles via l'éducation thérapeutique pour mieux gérer une maladie chronique telle que l'asthme, l'épilepsie, l'obésité et le diabète grâce à des équipes pluridisciplinaires renforcées, l'établissement dispose d'espaces de rééducation adaptés : cuisine thérapeutique, douche filiforme, salle de sport, salle snoezelen, laboratoire d'analyse du mouvement...



## Règles et méthodes comptables

### 2/ PÔLE MÉDICO-SOCIAL HANDICAP (P.M.S.H.) :

Depuis 2011, le Pôle Médico-Social Handicap de l'ASFA, regroupe des établissements et services médico sociaux complémentaires qui apportent des réponses adaptées et coordonnées aux besoins des personnes en situation de handicap tout au long de leurs parcours de vie par le biais d'une plateforme de santé pluridisciplinaire qui prend en charge leurs besoins thérapeutiques : somatiques, psychologiques et rééducatifs. Au-delà des aspects thérapeutiques, le P.M.S.H. s'emploie à accompagner ses usagers vers l'autonomie pour des objectifs d'inclusion sociale, au travers de programmes transversaux spécifiques. Le P.M.S.H. réalise ses missions au travers de prise en charge en accueil permanent, temporaire et d'internat de semaine, dans différentes structures :

α L'Institut Médico Educatif (IME) Henri VERGOZ, agréé pour 80 places, situé dans la commune de Sainte-Marie sur le site de Beauséjour, qui accueille des adolescents âgés de 14 à 20 ans présentant une déficience intellectuelle légère, moyenne ou sévère avec ou sans trouble associés en internat et en semi internat.

α Le Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP) agréé pour 180 places, qui a pour mission le dépistage précoce des déficiences et des troubles susceptibles d'engendrer une situation de handicap chez de jeunes enfants de 0 à 6 ans. Le CAMSP propose à la fois un accompagnement précoce adapté afin de limiter les situations de handicap et une guidance parentale tout au long de l'accompagnement.

Le CAMSP dispose de 3 antennes situées à La Possession, Sainte-Clotilde et Saint-Benoit.

α Une plateforme de services (PFS) destinée à optimiser la réponse aux besoins sans rupture dans le parcours des personnes en situation de handicap par un accompagnement en lien étroit avec leurs familles dans leurs milieux de vie que ce soit à leurs domiciles, à l'école ou dans le milieu professionnel. L'objectif est de mettre en œuvre leur projet de vie en lien avec les dispositifs de droit commun. Cette PFS regroupe trois services,

Le SESSAD DM, agréé pour 36 places, œuvrant dans le secteur Nord-Est de l'Ile, en faveur des jeunes de 3 à 20 ans en situation de handicap moteur ou de polyhandicap,

Le SESSAD DI, agréé pour 37 places, œuvrant dans le secteur Nord-Est de l'Ile en faveur des jeunes de 14 à 20 ans présentant une déficience intellectuelle,

Le SAMSAH, agréé pour 30 places, œuvrant sur la région Nord de Saint-Denis à Sainte-Suzanne dans le secteur des adultes (18 ans et plus) en situation de handicap moteur et de polyhandicap.

α Le Centre d'Education Motrice (CEM) situé à Sainte-Suzanne, agréé pour 100 places, accueille les jeunes de 3 à 20 ans présentant une déficience motrice cérébrale et de polyhandicap en internat et en semi internat. Le CEM apporte un accompagnement adapté en réponse aux besoins spécifiques de chaque jeune en matière de santé (plateforme de santé pluridisciplinaire), d'autonomie et de participation sociale dans un objectif d'inclusion sociale.

α La MAS Franche Terre est une maison d'accueil et d'hébergement, agréée pour 53 places, destinée à assurer l'accompagnement permanent, temporaire ou en journée, des personnes adultes en situation de handicap grave et nécessitant une prise en charge substantielle. La MAS est avant tout un lieu de vie dont la mission est d'apporter une réponse adaptée aux besoins spécifiques de chaque bénéficiaire en matière de santé, d'autonomie et d'inclusion sociale dans la mesure du possible.

## Règles et méthodes comptables

### 3/ LE PÔLE MÉDICO SOCIAL PERSONNES AGÉES (P.M.S.P.A.)

Le Pôle Médico-Social Personnes Agées (P.M.S.P.A.) est un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (E.H.P.A.D.) ayant pour mission d'accompagner dans les actes de la vie quotidienne les personnes âgées fragiles et vulnérables et de préserver leur autonomie par une prise en charge globale comprenant l'hébergement, la restauration, l'animation et le soin. Le P.M.S.P.A. se compose de deux sites d'hébergement distincts, tous deux situés à Saint Denis :

L'«E.H.P.A.D. Saint-François» situé 60, rue Bertin en plein centre-ville à côté de l'Hôpital d'Enfants et près du jardin de l'état.

La «Résidence Retraite Médicalisée (R.R.M.) de Sainte-Clotilde» situé 52 rue Emile Grimaud, dans le dans le secteur du Chaudron.

Chaque site intègre une capacité de 68 lits d'hébergement en gériatrie polyvalente et une unité protégée de 12 lits dédiée à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie Alzheimer ou de troubles apparentés. La capacité d'accueil totale du P.M.S.P.A. pour les deux sites est ainsi de 160 lits.

### 4/ LE PÔLE FORMATION

Le pôle constitué de 3 filières de formation professionnelles initiales diplômantes bénéficie du soutien financier de la Région Réunion et du Fonds Social Européen. Une sélection est nécessaire pour être admis en formation.

α L'Institut de Formation d'Auxiliaires de Puériculture (IFAP) forme chaque année 35 élèves. Leur rôle s'inscrit dans une approche globale de l'enfant avec soutien à la parentalité dans le but de préserver et restaurer sa santé et son autonomie, et de favoriser l'accueil et l'intégration sociale de l'enfant en situation de handicap, atteint de maladie chronique ou en situation de risque d'exclusion.

α L'Ecole de Puéricultrices (teurs), première école de spécialisation infirmière ouverte dans les DOM en 2001, agréée pour l'accueil de 17 étudiants(es) depuis 2004. La formation accessible aux infirmier(e)s et sages-femmes diplômé(e)s d'Etat, accueille des professionnels voulant se spécialiser dans la santé de l'enfant de la naissance à l'adolescence.

α L'Institut Régional de Formation en Ergothérapie (IRFE), créé en 2012, grâce à la volonté de la Région Réunion, l'ARS Océan Indien en partenariat avec l'Université de la Réunion, l'IRFE est agréé pour une capacité d'accueil de 20 étudiants par année de formation. L'admission y est prévue via les filières universitaires PACES et STAPS, et 5 places supplémentaires sont réservées aux candidats titulaires d'une licence ou de certains diplômes d'Etat du secteur paramédical. D'une durée de 3 ans, la formation prépare à l'obtention du diplôme d'Etat d'ergothérapeute (et valide un grade licence permettant une poursuite de formation vers un master).

Affiliée à la Fédération des Établissements Hospitaliers et d'Aide à la personne (FEHAP), l'ASFA a toujours eu pour valeurs, la générosité et la charité. Aujourd'hui, l'association prône plus spécifiquement l'humanisme, la solidarité, et l'exigence de qualité, valeurs inscrites dans son projet associatif qui sert de cadre aux actions menées par les établissements qu'elle gère.

Pour porter ces valeurs, l'ASFA emploie près de 700 salariés, et gère un budget annuel d'environ 53 millions d'euros lui permettant de prendre en charge 690 usagers. Présidée depuis le 07 août 2017 par Monsieur Maximin ASSOUNE, elle est administrée par un Conseil d'Administration composé de dix membres.

## Règles et méthodes comptables

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En plus des dispositions expresses prévues dans le règlement ANC n°2018-06, les conventions comptables respectent également :

- α les dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2014-03,
- α les dispositions spécifiques aux établissements et services médico-sociaux prévus dans le règlement ANC n°2019-04
- α l'arrêté du 15 décembre 2021 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

### INFORMATIONS GENERALES COMPLEMENTAIRES :

L'application du règlement ANC N°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif implique :

- α dans son article 151-1 que le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif du bilan de l'entité gestionnaire sur une ligne spécifique,
- α dans son article 152-1 que dans son compte de résultat, l'entité gestionnaire fait apparaître distinctement la part de l'activité sociale et médico-sociale des postes suivants par une subdivision spécifique :
  - les ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales,
  - les ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales,
  - les contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales,
  - le résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée.

## Règles et méthodes comptables

### NEUTRALISATION DE LA DOUBLE CONSTATATION DES PRODUITS ATTENANTS AUX "AMENDEMENTS CRETONS"

Les adolescents ayant atteint la majorité peuvent voir leur prise en charge en établissement pour enfants maintenue jusqu'à leur 20 ans si aucune place ne peut leur être proposée en établissements pour adultes, et cela grâce à un texte réglementaire connu sous le nom d'"amendement Creton". Le financement de la prise en charge de ces adultes, maintenus provisoirement en établissements pour enfants, est de la compétence du Conseil Départemental, et pour lequel une facturation est établie. De son côté, l'Agence Régionale de Santé finance en totalité l'établissement pour enfants pour l'ensemble des usagers pris en charge, y compris les adultes maintenus provisoirement, ce qui engendre donc une double tarification pour ces "amendements Creton".

Jusqu'en 2016, l'Association Saint François d'Assise constatait, conformément aux instructions reçues, les produits relatifs aux "amendements Creton" facturés au Conseil Départemental, ainsi que les produits liés à ces mêmes usagers intégrés dans la dotation globale allouée par l'ARS. Cette double tarification, connue des financeurs, faisait l'objet d'un traitement spécifique par le biais du compte administratif avec une retenue du trop payé de l'année N sur le tarif de l'année N+2.

En concertation avec l'ARS, il a été décidé à compter de l'exercice 2017 de neutraliser en produits constatés d'avance (PCA), la facturation établie en N au Conseil Départemental et de reprendre ce PCA en N+2.

Au 31 décembre 2023, les produits constatés d'avances comprennent les montants :

- des "amendements Creton" relatifs à l'exercice 2022, qui seront repris sur l'exercice 2024 pour un montant de 1 341 K€,
- des "amendements Creton" relatifs à l'exercice 2023, qui seront repris sur l'exercice 2025 pour un montant de 1 282 K€.

### TRAITEMENT COMPTABLE DES RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

Les ressources de l'ASFA proviennent de dotations octroyées par l'ARS et par le Conseil Départemental pour les établissements médico-sociaux.

Des subventions sont octroyées par la Région pour le fonctionnement des Ecoles du Pôle Formation.

Certains usagers participent sur leurs ressources à la tarification et se voient facturés.

Les ressources sont constatées en produits conformément aux conventions signées.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

## Règles et méthodes comptables

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Aménagements des terrains : 50 ans
- \* Constructions : 10 à 50 ans
- \* Agencements des constructions : 7 à 20 ans
- \* Installations techniques : 5 à 20 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- \* Matériel de transport : 4 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

## Règles et méthodes comptables

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

## Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

## Engagement de retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

## Faits caractéristiques

### Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

#### FINANCEMENT DES EHPAD ET DE LA MAS

Deux emprunts ont été contracté auprès d'OCEOR en 2007. Ces emprunts comportent deux phases de remboursement, une première phase à taux fixe et une deuxième phase à taux variable qui a débuté en octobre 2014 pour s'achever en octobre 2034. Pendant cette deuxième phase, le taux d'emprunt est un taux variable indexé sur la parité Dollar Américain/Franc Suisse (USD/CHF).

Au 31 décembre 2023, le taux ainsi calculé pour les intérêts courus était de 8,77% (pour un taux au départ de 1,27 %) et le capital restant à rembourser de 8 055 K€.

## Notes sur le bilan

### Actif immobilisé

#### Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 182 269	131 667	8 459	2 305 476
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>2 182 269</b>	<b>131 667</b>	<b>8 459</b>	<b>2 305 476</b>
- Terrains	8 409 947	35 646		8 445 592
- Constructions sur sol propre	94 747 376	617 206		95 364 582
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr	6 300 202	553 501	18 117	6 835 586
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	7 627 915	411 673		8 039 588
- Instal.générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	1 429 093	1 736	18 990	1 411 840
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 186 261	128 406	1 809	6 312 859
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	2 961 962	2 041 695	1 015 374	3 988 283
- Avances et acomptes	97 418		61 213	36 205
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>127 760 175</b>	<b>3 789 864</b>	<b>1 115 503</b>	<b>130 434 536</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	2 474 571	131 217		2 605 788
- Autres titres immobilisés	5 255 961	59 827		5 315 788
- Prêts et autres immobilisations financières	986 129	117 566	7 517	1 096 178
<b>Immobilisations financières</b>	<b>8 716 660</b>	<b>308 610</b>	<b>7 517</b>	<b>9 017 753</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>138 659 104</b>	<b>4 230 141</b>	<b>1 131 479</b>	<b>141 757 765</b>



## Notes sur le bilan

### Immobilisations financières

Les immobilisations contiennent les placements qui sont conservés par l'association pour un objectif de moyen et long terme.

Parmi ces placements détaillés dans le tableau ci dessus, l'association compte également :

▫ un contrat de Capitalisation dénommé "Suravenir" d'une valeur initiale de 2 000 000 €, valorisé au 31/12/2023 à 2 449 688 €.

D'autres placements qui garantissent des emprunts sont également inscrits en immobilisations financières, il s'agit :

▫ d'un dépôt à terme dénommé "Piton des neiges" d'un montant de 2 130 000 € placé pour 6 ans à compter du 11/10/2019 à taux progressif sur les 6 années (0,02 % l'année 1, 0,08 % l'année 2, 0,1 % sur l'année 3, 0,45 % l'année 4, 0,9 % l'année 5 et 1,1% l'année 6).

### Liste des filiales et participations

Tableau réalisé en Kilo-euros

- (1)** Capital - **(2)** Capitaux propres autres que le capital - **(3)** Quote-part du capital détenue (en pourcentage)  
**(4)** Valeur comptable brute des titres détenus - **(5)** Valeur comptable nette des titres détenus  
**(6)** Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés - **(7)** Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise  
**(8)** Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé - **(9)** Résultat du dernier exercice clos  
**(10)** Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
<b>A. RENSEIGNEMENTS DETAILLES SUR CHAQUE TITRE</b>										
- Filiales (détenues à + 50 %)										
SASU ASFA IMMOBILIER			100,00							
- Participations (détenues entre 10 et 50% )										
<b>B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES TITRES</b>										
- Autres filiales françaises										
- Autres filiales étrangères										
- Autres participations françaises										
- Autres participations étrangères										

## Notes sur le bilan

### Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 657 454	203 868	8 459	1 852 863
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>1 657 454</b>	<b>203 868</b>	<b>8 459</b>	<b>1 852 863</b>
- Terrains	58 110	6 547		64 658
- Constructions sur sol propre	44 502 327	3 031 596		47 533 923
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.	4 529 908	312 146	5	4 842 049
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	6 888 949	291 233		7 180 182
- Instal.générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	1 241 440	48 647	18 990	1 271 097
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 470 585	301 710	1 615	5 770 679
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>62 691 320</b>	<b>3 991 879</b>	<b>20 610</b>	<b>66 662 589</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>64 348 775</b>	<b>4 195 746</b>	<b>29 070</b>	<b>68 515 451</b>

## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 16 060 116 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations	2 493 478		2 493 478
Prêts	1 075 037		1 075 037
Autres	21 141		21 141
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	7 345 895	7 345 895	
Autres	4 745 369	2 822 091	1 923 278
Charges constatées d'avance	379 196	379 196	
<b>Total</b>	<b>16 060 116</b>	<b>10 547 182</b>	<b>5 512 934</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Le poste de créances intitulé "Autres" de l'actif circulant contenant un total de 4 745 369 € comprend les soldes suivants :

- ✖ Fournisseurs - avoir à obtenir = 6 772 €
- ✖ Personnel et comptes rattachés redevables = 4 729 €
- ✖ Sécurité sociale et autres organismes sociaux au titre de produits à recevoir (Indemnités de sécurité sociale, prévoyance et remboursement de formation ) = 1 067 108 €
- ✖ Solde de TVA à autoliquider = 21 944 €
- ✖ Autres débiteurs divers et fonds en dépôts = 87 791 €
- ✖ Sommes versées au titre du Compte Epargne Temps = 1 230 668 €
- ✖ Soldes à recevoir sur subventions d'investissement = 1 225 905 €
- ✖ Soldes à recevoir sur subventions d'exploitation = 1 100 452 €.

Concernant les soldes sur subventions d'exploitation, la majeure partie, à savoir 1 095 452 € concernent les soldes à recevoir sur les écoles des années 2021 à 2023 à savoir :

REGION : Solde restant à encaisser pour les 3 écoles au titre de 2021 (35 %) soit 397 480 €,  
 REGION : Solde restant à encaisser pour les 3 écoles au titre de 2022 (15 %) soit 177 825 €,  
 REGION : Solde restant à encaisser pour les 3 écoles au titre de 2023 (40 %) soit 520 147 €.

Ces soldes des 3 dernières années ne font l'objet d'aucune provision pour dépréciation, le contrôle des

## Notes sur le bilan

comptes des années 2021 à 2023 n'ayant pas encore été initié par la Région.

### Produits à recevoir

	Montant
Usagers, produits non facturés	2 190
Usagers facture à établir	48 637
Fournisseurs avoirs sur commandes	6 772
Charges sociales - produits à recevoir	577
Cgss ind.journ. à recevoir	191 805
Prévoyance ind. journ. à recevoir	819 404
Formation continue	55 321
<b>Total</b>	<b>1 124 707</b>

### Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	31 006			31 006
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	1 044 176	4 906	458 254	590 828
<b>Total</b>	<b>1 075 182</b>	<b>4 906</b>	<b>458 254</b>	<b>621 834</b>
<b>Répartition des dotations et reprises :</b>				
Exploitation			449 227	
Financières		4 906		
Exceptionnelles				

## Notes sur le bilan

### Fonds propres

#### Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	7 638 131	-2 823 274			4 814 857
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales					
Réserves des activités sociales	32 454 075	24 042 484			56 496 559
RAN hors activités sociales					
RAN des activités sociales	14 719 613	-18 085 113		24 707	-3 390 207
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	-126 839	126 839		170 997	-170 997
Exc.ou Déficit des activités sociales	3 260 936	-3 260 936	1 699 334		1 699 334
<b>Situation nette</b>	<b>57 945 916</b>		<b>1 699 334</b>	<b>195 704</b>	<b>59 449 546</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	5 294 256		347 267	376 672	5 264 851
Provisions réglementées	223 821		4 300		228 121
Droits de propriétaires (Commodat)					
<b>TOTAL</b>	<b>63 463 993</b>		<b>2 050 901</b>	<b>572 376</b>	<b>64 942 518</b>

### Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Prêts d'installation				
Autres provisions	223 821	4 300		228 121
<b>Total</b>	<b>223 821</b>	<b>4 300</b>		<b>228 121</b>
<b>Répartition des dotations et reprises :</b>				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		4 300		

## Notes sur le bilan

### Provisions

#### Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin
Litiges	27 000	812 997	20 000		819 997
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	2 784 003	264 054	247 786		2 800 341
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	52 709	130 885	52 709		130 885
<b>Total</b>	<b>2 863 711</b>	<b>1 207 936</b>	<b>320 495</b>		<b>3 751 223</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation		1 207 936	320 495		
Financières			9 027		
Exceptionnelles					

Les provisions pour litige sont en rapport avec les contentieux existants avec le personnel.

Les provisions pour pensions et obligations similaires comprend les droits provisionnés au titre de l'indemnité de départ à la retraite.

Les autres provisions pour risques et charges contiennent le montant des droits à congés payés non attribués aux personnels en arrêt maladie sur les 3 dernières années.

## Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 33 800 959 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	20 852 690	1 990 181	5 978 558	12 883 952
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	479 917	479 917		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 727 394	2 727 394		
Dettes fiscales et sociales	6 436 433	6 436 433		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	206 332	206 332		
Autres dettes (**)	338 378	338 378		
Produits constatés d'avance	2 759 814	1 478 214	1 281 600	
<b>Total</b>	<b>33 800 959</b>	<b>13 656 850</b>	<b>7 260 158</b>	<b>12 883 952</b>
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	1 963 332			
(**) Dont envers les associés				

### Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	545 538
Int.courus s/autres emprunts	194 353
Dettes provis. pr congés à payer	1 552 531
Personnel - autres charges à payer	1 060 102
Charges sociales s/congés à payer	699 416
Charges sociales - charges à payer	480 445
Charges fiscales s/congés à payer	45 800
Etat - autres charges à payer	31 728
<b>Total</b>	<b>4 609 913</b>

## Notes sur le bilan

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	379 196		
<b>Total</b>	<b>379 196</b>		

#### Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	2 759 814		
<b>Total</b>	<b>2 759 814</b>		



## Notes sur le compte de résultat

### Charges et produits d'exploitation et financiers

#### Rémunération des commissaires aux comptes

##### Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 66 646 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

#### Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		43 565 855	6 818 447		1 038 237	51 422 539
Subventions d'exploitation		66 110	1 305 369			1 371 479
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement		292 269	84 404			376 672
						<b>53 170 690</b>

#### Résultat financier

	31/12/2023	31/12/2022
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	131 217	51 842
Autres intérêts et produits assimilés	81 378	58 445
Reprises sur provisions et transferts de charge	9 027	31
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des produits financiers</b>	<b>221 622</b>	<b>110 318</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions	4 906	2 865
Intérêts et charges assimilées	929 074	585 399
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des charges financières</b>	<b>933 979</b>	<b>588 264</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>-712 357</b>	<b>-477 946</b>

## Notes sur le compte de résultat

### Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation 79100000 - Transfert de charges d'exploitation	298 264 298 264	
<b>Total</b>	<b>298 264</b>	

### Charges et Produits exceptionnels

#### Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	12 724	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	193	
Autres provisions réglementées	4 300	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		278
Produits des cessions d'éléments d'actif		4 528
Subventions d'investissement virées au résultat		376 672
<b>TOTAL</b>	<b>17 217</b>	<b>381 478</b>

### Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>1 528 337</b>
POLE SANITAIRE		225 509
POLE MEDICO SOCIAL HANDICAPES		1 727 963
POLE MEDICO SOCIAL PERSONNES AGEES	244 739	
POLE FORMATION	21 530	
SIEGE		12 130
<b>Part du résultat sur gestion conventionnée</b>	<b>266 269</b>	<b>1 965 603</b>
<b>Part du résultat sur gestion libre</b>	<b>170 997</b>	

## Autres informations

### Informations sur les dirigeants

#### Rémunérations allouées aux dirigeants

Les rémunérations allouées aux dirigeants ont représenté un montant de 344 902 euros.

\* TROIS PLUS HAUTS DIRIGEANTS (Art 20 - Loi n°2006-586 du 23 mai 2006) : 344 902 euros.

### Engagements financiers

#### Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Nantissement fonds pour SASU ASFA IMMOBILIER (fin octobre 2025)</i>	2 130 000
<i>Nantissement compte-titres CEPAC</i>	802 458
Autres engagements donnés	2 932 458
<b>Total</b>	<b>2 932 458</b>

## Autres informations

### Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
<i>Commune St Denis 50% - Conseil Départemental 50 % - CDC - initial 8 166 318 euros</i>	4 695 633
<i>Commune St Denis - AFD - initial : 4 500 000 euros</i>	726 597
<i>Commune Ste Suzanne 50% - Conseil Départemental 50% - OCEOR - initial : 7 570 556 euros</i>	4 027 645
<i>Crédit Agricole 50% - SOGAMA crédit 50% - CDC - initial : 5 000 000 euros</i>	3 783 876
<i>Commune St Denis - Caisse Epargne - 50 % initial 780 000 euros</i>	97 877
<i>Commune Ste Suzanne - Caisse Epargne - 50 % initial 802 458 euros</i>	100 695
Avals et cautions	13 432 322
Autres engagements reçus	
Legs nets à réaliser	
Total	13 432 322

### Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 2 800 341 euros

La méthode retenue est la méthode des unités de crédits projetées (ou méthode du prorata des droits au terme).

Cette méthode est définie par la norme comptable IAS 19 révisée (norme européenne) et par la norme FAS 87 (norme US GAAP). Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Le taux d'actualisation est le taux IBOXX Corporates AA, soit 3.20 % au 31/12/2023 contre 3,75 % au 31/12/2022.

Il a été tenu compte d'une revalorisation des salaires à 1 % pour l'ensemble des salariés, de charges patronales au taux de 51 % pour les non cadres et au taux de 53 % pour les cadres. Les calculs sont établis sur la base de Convention Collective Nationale de l'hospitalisation privée du 31 octobre 1951.

La table de mortalité est la table INSEE 2018 avec un départ volontaire à la retraite entre 60 et 67 ans.

Les sorties des salariés de l'effectif sont toutes traitées intégralement en reprise de provision au compte de résultat, quelque soit le motif de la sortie (retraite, démission, départ négocié...). Par ailleurs, l'association a décidé de ne pas provisionner en totalité les écarts actuariels en appliquant la méthode du corridor.

Les écarts actuariels non comptabilisés au 31/12/2023 s'élèvent à - 136 300 €, soit un engagement de 2 664 040 € au 31/12/2023

## Autres informations

## Autres informations

### Fonds dédiés

#### Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports  A	Utilisations  Montant global  B	Utilisations  Dont rembours.  	Transferts  C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
e11_Ime-AMO	15 698	13 288				13 288	
e11_Ime-Sejour m	5 533	5 533				5 533	
e11_Ime-Prospect	4 720	4 720				4 720	
e14_Ime-Formatio	40 000	400				400	
e15_Ime-Gratif St	14 350	8 555				8 555	
e16_Ime-Formatio	4 198	4 198				4 198	
e20_Ime-Evol.Offr	35 000	35 000				35 000	
e20&e21_Ime_Lie	60 000	40 647				40 647	
e11_Sessad-acqu	7 100	7 100				7 100	
e16_Sessad-Form	584	584				584	
e20-Sessad-Evol.	4 449	4 449				4 449	
e20&e21-Sessad-	304 000	136 725				136 725	
e16-Camsp-Form	2 243	2 243				2 243	
e18-Camsp-Renfo	412 500	218 089				218 089	
e19-Camsp-EDAP	230 000	230 000				230 000	
e20-Camsp-Evol.	19 956	19 956				19 956	
e15-Mas-Format	10 000	2 407				2 407	
e16-Mas-Format	4 198	4 198				4 198	
e2017-Mas-S.I. D	63 400	41 567				41 567	
e20-Mas-Evol.Offr	31 601	31 601				31 601	
e08-Samsah-Tsfe	10 000	7 337				7 337	
e16-Samsah-For	168	168				168	
e20-Samsah-Evol.	2 651	2 651				2 651	
e07-Cem-Formati	7 400	3 778				3 778	
e07-Cem-Portes c	2 500	113				113	
e16-Cem-Format	2 266	2 266				2 266	
e20-Cem-Evol.Off	17 055	17 055				17 055	
e07-Poly-Termite	37 365	3 087				3 087	
e09-Poly-PEC	25 000	25 000				25 000	
e13-Poly-Gratif St	5 000	3 570				3 570	
e15-Poly-Gratif st	1 246	1 246				1 246	
e16-Poly-Format	3 687	3 687				3 687	
e20-Poly-Evol.Offr	27 756	27 756				27 756	
e16-SessadM-For	826	826				826	
e20-SessadM-Evo	6 217	6 217				6 217	
e14-Ehpad-Forma	5 700	5 700				5 700	
e14-Ehpad-Dispo	58 720	58 720				58 720	
e14-Ehpad-Stats	150 000	37 326				37 326	
e14-Ehpad-dispos	72 000	72 000	72 000				
e16-Ehpad-Forma	1 000	1 000				1 000	
e16-Ehpad-Tenue	9 000	491	490			1	
e16-Ehpad-huma	8 000	154				154	
e16-Ehpad-Forma	6 000	6 000				6 000	

## Autres informations

	A l'ouverture de l' exercice	Reports  A	Utilisations  Montant global  B	Utilisations  Dont rembours.  C	Transferts  C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
e16-Ehpad-IDE h	97 830	97 830				97 830	
e17-Ehpad-Forma	32 650	19 000				19 000	
e17-Ehpad-Coopé	15 000	29 175	29 175				
e18-Ehpad-QVT	4 769	4 769				4 769	
e14-HE-SSR Coor	182 700	56 944	41 723			15 220	
e14-HE-Actual.HN	12 043						
e14-HE-SSR Pédi	152 000	131 367				131 367	
e20-HE-AC Segur	167 267	37 378				37 378	
e20-HE-Surcout C	1 096 868	757 384				757 384	
e11-IFAP-Voyage	1 949	-1				-1	
e11-IFAP-Mission	641						
e11-IFAP-Format	9 400						
e15-IRFe-Frais D	107 406	1				1	
i09-Ime-Chemin a	23 323	5 033	1 089			3 944	
i13-Ime-Délocalis	600 000	488 889	28 006			460 883	
i11-Ime-Rénov.Be		325 926	7 129			318 797	
i14-Ime-Délocalis	400 000	244 444	18 671			225 773	
i15-Ime-Inv déloca	300 000	251 264	14 003			237 261	
i08-Ime-bureautiq	13 000	13 000				13 000	
i11-Sessad-Intern	1 767 691	1 035 232	65 430			969 801	
i09-Camsp-Constr	531 964	244 247	15 999			228 247	
i13-Camsp-Amen	4 093	380	380				
i13-Camsp-CNR	300 000	300 000				300 000	
i15-Camsp-Inst+p	197 993	197 968	-22			197 990	
i07-Cem-délocalis	1 889 063	411 472	91 914			319 558	
i08-Cem-normes+	60 500	1 414	1 415			-1	
i13-Cem-Abri+Inv	178 555	100 550	7 959			92 591	
i08-Poly-batiment	100 000	21 331	4 866			16 465	
i11-Poly-Multimédi	10 500	1				1	
i13-Poly-Termite	37 365	938	939			-1	
i13-Poly-Abri+Ext	510 484	180 018	25 270			154 748	
i07-Poly-Invest	120 000	97 449	4 525			92 924	
i14-Poly-Extensio	400 000	324 871	15 083			309 788	
i07-Samsah-1er et	30 500	1 723				1 723	
i08-Samsah-Mise	15 000	15 000				15 000	
i-Samsah Avs-Aff	45 241	45 241				45 241	
i09-Mas-mesures	518 468	318 294	24 997		68	293 365	
i17-Mas-portails+	49 328	6 807			-6 806	1	
i15-Mas-equipmt+	279 670	272 932			6 738	279 670	
i14-Ehpad-Constr	500 000	356 723	18 505			338 218	
i10-Ehpad-Constr	500 000	259 305	18 507			240 797	
i20-Ehpad-Equip	20 000	20 000				20 000	
i08-HE-Restructur	730 400	488 948	27 528			461 420	
i17-Ehpad-Tablett	11 000	-1				-1	
i14-19-Ehpad-PA	457 008	457 008				457 008	
i20-Ehpad-PASA	78 615	78 615				78 615	
i21-Ehpad-PASA	79 456	79 456				79 456	
e21-Pensions mar	305 000	305 000	305 000				
e21-SessadM_Su	192 000	178 127				178 127	

## Autres informations

	A l'ouverture de l' exercice	Reports  A	Utilisations  Montant global  B	Utilisations  Dont rembours.  C	Transferts  C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
e21-HE-CNR-DAF	360 345	154 599	46 897			107 702	
e21-HE-CNR-AC	987 695	278 002				278 002	
e21-ECOLE	50 390	22 253				22 253	
e22-CEM Parcour		44 842				44 842	
e22-CEM Offre se		6 000				6 000	
e22-CEM Disposit		6 000				6 000	
e22-Ehpad PASA		81 021				81 021	
e22-Ehpad Forma		1 747	1 747				
e22-HE - Medoc A		5 358				5 358	
e22-HE - CNR DA		170 921	5 143			165 778	
e22 HE-Transposi		47 970	1 062			46 908	
e22 HE-CNR MIG		8 491				8 491	
e22 HE-CNR AC		195 162	77 000			118 162	
e22 HE-Attractivit		49 089				49 089	
e22 HE-Médoc Au		1 215				1 215	
e22 HE-Fonds FI		16 000	16 000				
e22-EPUER Actio		2 635				2 635	
i22-MAS Domotiq		172 900				172 900	
i22-MAS PAIQ Ré		324 434				324 434	
i22-Ehpad Matérie		94 875	35 170			59 705	
i22-CAP Drages "v		7 000				7 000	
e23-IME 8 places	275 549				275 549	275 549	
e23-CEM dmc-Ap	3 500			3 500	3 500	3 500	
e23-CEM dmc-Ré	179 370				179 370	179 370	
e23-CEM dmc-Off	24 000				24 000	24 000	
e23-POLY dmc-F	22 480				22 480	22 480	
e23-Ehpad - PAS	82 690				82 690	82 690	
e23-Ehpad-Surco	543 761		230 397		543 761	313 364	
e23-Ehpad-Educa	60 000				60 000	60 000	
e23-Ehpad-Forma	10 800				10 800	10 800	
e23-HE-CNR MIG	384 012		312 042		384 012	71 970	
e23-HE-CNR AC	328 121		68 050		328 121	260 071	
e23-HE CNR DAF	1 427 605		1 149 114		1 427 605	278 491	
i23-Ehpad-Matérie	10 000				10 000	10 000	
i23-Ehpad-QVT S	30 000				30 000	30 000	
<b>Total</b>	<b>19 646 146</b>	<b>11 049 376</b>	<b>2 783 206</b>	<b>3 500</b>	<b>3 381 888</b>	<b>11 648 058</b>	

Les fonds dédiés sont classés comptablement selon les biens qu'ils financent. Dans le tableau ci dessus, sont détaillés les fonds dédiés, par destination ("e" pour exploitation, "i" pour investissement), par année d'obtention, par établissements et par projet fléché.

Lorsqu'il s'agit de fonds dédiés destinés à compenser des charges sur des exercices ultérieurs, un fonds dédiés à l'exploitation est utilisé (avec comme code "e+année" d'obtention par le biais du compte 1922).

Si le fonds dédiés est utilisé pour financer une immobilisation, un fonds dédiés à l'investissement sera utilisé (avec comme code "i"+année d'obtention" par le biais du compte 1921).



## Autres informations

L'écart pour - 3 500 € de la colonne "Utilisations Dont rembourse." provient des mouvements ayant affectés les fonds dédiés mais qui n'ont pas été constaté par les comptes de charges (689) ou de produits (789) appropriés.

Il s'agit du mouvement suivant, à savoir :

α de l'inscription d'un fonds dédiés liés à une subvention allouée pour une application santé au CEM pour un montant de 3 500 €. Cette somme encaissée en 2022 et inscrite en compte de tiers a été reclassée en 2023 en fonds dédiés sans passer par le compte 68922.